

Modèle de document juridique

Désistement d’instance

Legimedia met à disposition de ses clients des modèles de documents juridiques actualisés au regard des sources légales et réglementaires en vigueur. Ces modèles constituent des documents-types afin qu'ils puissent être applicables au plus grand nombre d'utilisateurs. De par leur caractère général, il convient ainsi de les adapter à votre situation. Vous demeurez donc responsable de l'utilisation de ce document.

Nous vous invitons à vous rapprocher d'un professionnel du droit afin de bénéficier d'un accompagnement dans la rédaction et l'application de ce document.

**Notice d'utilisation :**

*► Adaptation du texte*

*(…)* :texte à personnaliser par vos soins.

*► Numérotation des pages*

En cas d’ajout ou de retrait de clause dans le présent document, il convient de vérifier et, le cas échéant, de modifier la numérotation des pages.

*►Commentaires*

Les commentaires sont donnés à titre indicatif, vous pouvez les supprimer en sélectionnant le cadre de couleur.

Commentaire :

Désistement d’instance

Expéditeur

(Madame/Monsieur)

(Nom et Prénom du demandeur)

(Adresse complète)

(Code postal) (Ville)

À

*Destinataire*

(Madame/Monsieur)

(Nom et Prénom du défendeur)

Au greffe du Tribunal (nom)

(Adresse du Tribunal)

Fait à (lieu), le (date),

**Objet :** Désistement d’instance

*(Madame/Monsieur)* *(la/le)* Juge,

Par la présente, je soussigné*(e)* *(M./Mme)* *(Nom et prénom du demandeur)*, *(profession)*, demeurant *(adresse)*, *(code postal)*, *(Ville)*, de nationalité *(nationalité)*, né*(e)* le *(date)*, à *(lieu de naissance)* ;

**OU**

Par la présente, je soussigné*(e)* *(M./Mme)* *(Nom et prénom)*, représentant*(e)* de la société *(dénomination)*, *(forme)* au capital de *(montant du capital)* euros, ayant son siège social à *(adresse)*, *(code postal)*, *(Ville)*, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés *(RCS)*.

*(Si le demandeur est représenté par un avocat)* Ayant pour avocat, Me *(Prénom)*, *(Nom)*, *(SCP/Cabinet/Étude)* *(dénomination)*, situé *(adresse)*, *(code postal)*, *(Ville)*

agissant à l’encontre de

*(Si la représentation par avocat n’est pas obligatoire)* disposant d’un mandat spécial aux fins de désistement, agit en qualité de demandeur m’opposant à

*(M./Mme)* *(Nom et prénom du demandeur)*, *(profession)*, demeurant *(adresse)*, *(code postal)*, *(Ville)*, de nationalité *(nationalité)*, né*(e)* le *(date)*, à *(lieu de naissance)* ;

**OU**

*(M./Mme)* *(Nom et prénom)*, représentant*(e)* de la société *(dénomination)*, *(forme)* au capital de *(montant du capital)* euros, ayant son siège social à *(adresse)*, *(code postal)*, *(Ville)*, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés *(RCS)*.

*(Si le défendeur est représenté par un avocat)* Ayant pour avocat, Me *(Prénom)*, *(Nom)*, *(SCP/Cabinet/Étude)* *(dénomination)*, situé *(adresse)*, *(code postal)*, *(Ville)*.

*(Avec avocat)* Plaise au tribunal, le concluant se désiste de ses prétentions formulées dans l’acte introduction d’instance délivré le *(date)* et dans les conclusions prises le *(date)*.

**OU**

*(Sans avocat)* Plaise au tribunal, je souhaite me désister de mes prétentions formulées dans l’acte introduction d’instance délivré le *(date)* et dans les conclusions prises le *(date)*.

Ces prétentions sont les suivantes : *(détailler)*.

Conformément aux dispositions de l’article 394 et suivants du Code de procédure civile, je déclare renoncer à toute procédure relative au litige mentionnée ci-dessus. Je sollicite donc l’arrêt de la procédure et la radiation de l’affaire du rôle du Tribunal.

*(Optionnel)* Nous avons conclu un accord avec la partie adverse qui nous permet de résoudre ce litige à l'amiable.

Je vous remercie de bien vouloir prendre acte de ce désistement et de me confirmer par retour de courrier la bonne réception de ce document, ainsi que la mise à jour des registres judiciaires.

Je vous prie d’agréer, *(Madame/Monsieur)* *(la/le)* Juge, l’expression de mes salutations distinguées.

**Signature**

Commentaire : devant le Tribunal judiciaire, il n’est pas obligatoire de faire appel à un avocat, et ce, uniquement dans certains cas notamment lorsque la demande porte un montant inférieur ou égal à 10 000 euros, lorsque la demande relève de la compétence du juge des contentieux de la protection ou dans les matières suivantes : contestations en matière d’électorat dans le domaine public (ex : élection des juges aux tribunaux de Commerce, membres de la CCI) ou salarial (ex : délégués du personnel...), voir également [tableau IV – II annexé au Code de l’organisation judiciaire.](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000039027483/2020-01-01)

Un demandeur peut alors formuler une demande de désistement d’instance lui-même dès lors qu’il n’est pas représenté par un avocat dans les cas précités.